

Crises Economiques et Régulation du Capitalisme

Economic Crises and Regulation of Capitalism

Mahmoud BENMBAREK¹

Mohamed Tlili HAMDI²

Résumé : L'objectif de ce travail est de montrer comment la régulation des crises économiques du capitalisme depuis le début du vingtième siècle a évolué en fonction du cycle économique. Ainsi, la crise des années trente a remis en cause les mécanismes d'autorégulation du marché et elle a donné naissance à la main visible de l'Etat pour aider la main invisible du marché, sans remettre en cause la totalité du système capitaliste. De même, la crise des années soixante-dix a remis en cause ce dernier mode de régulation pour instaurer de nouveau les mécanismes d'autorégulation, sans pour autant remettre en cause le système capitaliste. Contrairement à ces deux premières crises, la crise économique actuelle a donné naissance à deux grands points de vue divergents. Un point de vue keynésien qui est pour le retour aux politiques de relance avec une coopération internationale entre les pays et une gouvernance internationale de la sphère financière. Ce point de vue est concrétisé par les multiples réunions des G20 pour aménager le système sans perdre la confiance dans sa totalité. Une deuxième opinion marxiste rejette la totalité du système.

Mots-clés : capitalisme, crises économiques, régulation.

Abstract : The objective of this work is to show how the regulation of the economic crises of capitalism since the beginning of the twentieth century evolved according to the business cycle. Thus, the crisis of the thirties put into question the mechanisms of self-regulation of the market and gave birth to the visible hand of the state to help the invisible hand of the market, without questioning the whole capitalist system. In the same way, the crisis of the seventies questioned the capitalistic mode of regulation to institute the mechanisms of self-regulation, without questioning the capitalist system itself. Contrary to these two first crises, the present economic crisis gave birth to two big divergent viewpoints. A Keynesian viewpoint that is for the return to the policies of relaunch with an international cooperation between the countries and an international governance of the financial sphere. This viewpoint is concretised by the multiple meetings of the G20 to arrange the system without losing the confidence in its totality. A second Marxist opinion rejects the entire system.

Keywords: capitalism, economic crises, regulation.

¹ Docteur en Sciences Economiques, assistant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Mahdia et chercheur à l'Unité de Recherche sur la Dynamique Economique et l'Environnement (URDEE), Université de Sfax, Tunisie.

² Maître-assistant en Sciences Economiques à l'Institut Supérieur d'Administration des Affaires de Sfax et chercheur à l'Unité de Recherche en Economie et Développement (URED), Université de Sfax, Tunisie.

Introduction

La théorie économique regroupe trois grands points de vue sur le capitalisme. Des points de vue qui sont fondés essentiellement sur la possibilité de déclenchement de la crise économique dans ce système, sur sa nature et sur son dépassement :

Le premier point de vue est formulé par les économistes classiques ; Smith (1776) et Ricardo (1817). Ils supposent que le système capitaliste est un système puissant sur le plan économique et social. L'offre crée toujours sa propre demande. La main invisible du marché toute seule est suffisante pour réguler l'activité économique. Ce système peut connaître des crises économiques, mais, elles sont à un horizon lointain et sont exogènes au système.

Elles sont à un horizon lointain parce qu'elles ne se déclenchent que lorsque l'économie atteint sa situation d' « état stationnaire » supposé une borne supérieure. Elles sont exogènes au système capitaliste parce que ses origines se trouvent dans la saturation des besoins pour Smith et les rendements décroissants dans le secteur agricole pour Ricardo.

Au contraire de Smith et Ricardo, Malthus (1820) suppose que la crise économique est possible à court terme. Elle résulte d'une suraccumulation du capital réalisée par un excès d'épargne et par conséquent elle est endogène au système capitaliste.

Le deuxième point de vue est formulé par Keynes (1936). Il suppose que le système capitaliste est puissant, mais il faut le soutenir, l'encadrer et l'orienter par l'intervention de l'Etat pour éviter les crises économiques qui peuvent être causées par une insuffisance de la demande effective. La main invisible du marché a besoin de la main visible de l'Etat.

Le dernier point de vue est exprimé par Marx dans son analyse critique du capitalisme dans son célèbre ouvrage *le capital* (1867)³. Il affirme que le système capitaliste est un mauvais système économique et social. C'est un système d'exploitation du facteur travail par le facteur capital et ne peut pas survivre. Son bon fonctionnement est conditionné par la réalisation d'un profit suffisamment attractif et l'existence de débouchés qui permettent la réalisation de ce profit. Puisque ces deux conditions sont contradictoires⁴, il finira à long terme par générer des crises économiques de surproduction qui le détruisent. L'alternative proposée est le socialisme.

Il semble que les marxistes sont bien armés pour comprendre les crises économiques du capitalisme. En effet, à la différence des keynésiens qui insistent seulement sur la demande (les débouchés) et les classiques qui focalisent leur analyse seulement sur l'offre (le profit),

³ Il s'agit du premier livre du capital publié par Marx lui-même et qui représente l'essentiel de son analyse critique du capitalisme.

⁴ Gouverneur (1999) a explicité les contradictions inhérentes aux salaires et aux dépenses publiques.

les marxistes prennent compte de ces deux éléments dans l'explication des crises économiques du capitalisme.

Une autre analyse développée par Minsky (1982) a souligné que le capitalisme sera inévitablement traversé par des crises à cause de l'instabilité financière inhérente au système lui-même.

Dans ce travail, nous allons analyser les différentes crises économiques qui ont traversé le capitalisme en tant que système économique et social fondé sur le productivisme depuis le début du dernier siècle. Notre objectif est en réalité double. Il consiste premièrement à chercher l'explication théorique dominante contemporaine à chacune de ces crises économiques. Deuxièmement, on veut montrer comment les deux crises du dernier siècle ont remis en cause les modes de régulation adoptés y attachés. A l'occasion de la crise économique actuelle, la pensée économique a dépassé la question du mode de régulation adéquat pour poser des questions sur la survie du système capitaliste entier (Amin, 2009).

Dans ce contexte, nous nous proposons de montrer comment la régulation du capitalisme et son évaluation ont évolué en fonction du cycle économique. Pour atteindre de tels objectifs, nous allons organiser notre travail en deux sections. Une première spécifique aux crises du vingtième siècle ; la crise des années trente et celle des années soixante-dix. Une deuxième qui s'intéresse à la crise économique actuelle.

1 Les crises économiques du dernier siècle : une remise en cause des modes de régulation adoptés

Les deux grandes crises économiques qui ont traversé le système capitaliste pendant le dernier siècle ont été interprétées comme des crises des modes de régulation du système économique capitaliste sans le remettre en cause en tant que système économique et social puissant. En effet, la crise des années trente a remis en cause les mécanismes d'autorégulation du marché. Alors que la crise des années soixante-dix a remis en cause le mode de régulation par l'Etat, basé sur le fordisme en tant que régime d'accumulation et de consommation et le taylorisme en tant que système technologique et d'organisation.

1.1 La crise des années trente : une remise en cause de l'autorégulation du marché

Avant les années trente, la théorie macroéconomique dominante est de facto classique.

Elle suppose que l'économie tend spontanément vers le plein-emploi grâce à ses mécanismes d'autorégulation rendus possibles par la parfaite flexibilité des prix. Le chômage, s'il existe, ne peut être que volontaire et/ou frictionnel. En 1929, suite au déclenchement de la crise, le taux de chômage a augmenté et les prix ont chuté. Les analyses classiques en matière d'emploi sont remises en cause par Keynes suite à la publication de sa théorie générale en 1936⁵.

« Il est indispensable qu'on se débarrasse du second postulat de la doctrine classique et qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible »⁶.

Pour cet économiste anglais, la main invisible du marché a besoin de la main visible de l'Etat pour que le système capitaliste puisse dépasser sa crise et survivre. Il suppose que le chômage au cours de cette crise a bloqué le capitalisme et il s'explique par une insuffisance de la demande. Donc, l'Etat doit intervenir pour relancer cette demande et lutter contre le chômage.

Cette théorie a donné naissance aux politiques des grands travaux publics « New Deal » adoptées par les Etats-Unis et les grands pays industrialisés. En parallèle, il y a eu l'instauration des accords de Bretton Woods en 1945 qui cherchent une stabilité monétaire internationale par la garantie des taux de change fixes (Soulage, 2008). La pratique de ces politiques économiques a entraîné une prospérité mondiale au cours de la période 1945-1975, nommée « les trente glorieuses ». Cette prospérité due au régime d'accumulation fordiste de cette période a été caractérisée par une accumulation réelle, une croissance de la productivité et un rapport de force entre les capitalistes et les travailleurs en faveur des derniers⁷. Donc, cette régulation par l'Etat a permis la réalisation des profits dans la sphère réelle et la création des débouchés nécessaires à l'absorption des produits de cette grande accumulation. Derrière ces débouchés il y a la croissance du pouvoir d'achat des ménages expliquée par la hausse des dépenses publiques et la hausse des revenus, directs⁸ et indirects⁹.

Le fordisme, la grande entreprise capitaliste, fait dépendre le destin des travailleurs du destin de l'entreprise. La sécurité sociale protège tous ceux qui sont exclus de la sphère productive et la vie professionnelle est prise en charge par l'entreprise. Un tel système a été abandonné depuis les années quatre vingt (Cohen, 2008). Le fordisme caractérisant cette

⁵ Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.

⁶ Keynes (1936).

⁷ Les syndicats ont joué un grand rôle dans la forte protection sociale des ouvriers.

⁸ Les salaires.

⁹ Les prestations sociales et les transferts.

période a été défini comme une adéquation entre ce que le capitalisme sait produire avec le plus d'efficacité et les besoins des consommateurs (Aglietta, 1976).

La première crise économique qui a traversé le capitalisme pendant le vingtième siècle était profonde ; le taux de chômage a atteint des niveaux critiques dans plusieurs pays du monde. Par exemple, aux Etats-Unis, le nombre de chômeurs est estimé à 12 millions pour une population totale de 126 millions en 1933. En Grande Bretagne, le nombre de chômeurs est de 4 millions et en Allemagne il est de 6 millions. De même, entre 1929 et 1932, la production industrielle a passé de 100 à 53 aux Etats-Unis et de 102 à 53 en Allemagne (Ben Hammouda ; Jallab, 2008).

L'explication appropriée de cette crise, qui a donné naissance à des solutions pour la dépasser, est keynésienne. En effet, Keynes, en tant qu'un conseiller du gouvernement britannique en 1930, a inspiré les politiques de « New Deal » de Roosevelt¹⁰ instaurées après la deuxième guerre mondiale¹¹. Ainsi, cette crise économique a remis en cause le mode d'autorégulation du marché au profit d'un autre mode de régulation qui fait une sorte de mariage entre le marché et l'Etat¹². Autrement dit, la main visible de l'Etat doit aider et orienter la main invisible du marché. Il s'agit d'un capitalisme raisonnable régulé par l'action collective (Thabet, 2009). Ce nouveau mode de régulation à cette époque a réussi parce que le contexte était déflationniste et par conséquent l'arbitrage entre l'inflation et le chômage a été possible. Autrement dit, il est possible de lutter contre le chômage par des politiques de demande expansives et inflationnistes¹³.

1.2 La crise des années soixante-dix : une remise en cause de la régulation par l'Etat

Jusqu'à la fin des années 60, la conjoncture de la grande puissance économique mondiale, les Etats-Unis, était conforme à la théorie keynésienne qui défend l'Etat providence. Par l'apparition de la stagflation pour la première fois et sous l'influence du nouveau courant de pensée macroéconomique développé à cette époque, le monétarisme, la nouvelle administration républicaine a adoptée une politique monétaire et budgétaire restrictives (Thabet, 2009).

¹⁰ De même Commons a influencé beaucoup les hommes politiques aux Etats-Unis dans ce sens.

¹¹ En réalité, ces politiques ont commencé en 1933.

¹² Il s'agit d'un Etat providence qui est caractérisé par ses interventions économiques.

¹³ La politique budgétaire et la politique monétaire sont inflationnistes dans la mesure où elles agissent sur la demande. Il s'agit d'une inflation par la demande.

Wallerstein (2008) suppose que la crise des années soixante-dix n'est autre que la phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a trente à trente-cinq ans. La phase A de ce cycle était la plus longue (les trente glorieuses) des cinq cents ans d'histoire du système capitaliste. En effet, dans la première phase de cycle, le profit été réalisé par une accumulation réelle. Alors que dans la phase B, le capitalisme omnivore cherchant le profit là où il est important, était devant l'obligation de se financiariser et de réaliser des profits par la spéculation.

La crise des années soixante-dix considérée comme une crise structurelle, est une crise du fordisme à cause de l'essoufflement de son régime d'accumulation et de l'éclatement de son mode de régulation. En effet, au cours de la première phase, de la fin des années soixante au premier choc pétrolier, il y a eu un ralentissement de la croissance, stagnation ou baisse des profits et le retour de l'inflation (la stagflation). Dans une deuxième phase, du premier au second choc pétrolier, il y a eu l'adoption intensive des politiques keynésiennes. La relance n'est pas réalisée et la stagflation l'est aggravée. Dans une troisième phase, qui a commencé à partir de la fin des années soixante-dix, il y a eu un développement du néolibéralisme dont l'objectif est de redresser les taux de profit (Bihr, 2009). A la différence de la crise des années trente qui est de surproduction, la crise des années soixante-dix est une crise de rentabilité du capital (Zerbato, 1987).

Ce nouveau mode de régulation est caractérisé par la déréglementation et la privatisation qui ont comme conséquence le désengagement de l'Etat, le changement de la répartition de la valeur ajoutée en faveur du capital et au détriment du travail et la financiarisation du capitalisme (Georgiou, 2008). Par exemple, en France, entre 1982 et 1989, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de dix points. Elle a passé de 74.2% à 64.9% (Bihr, 2009).

Le développement de ces politiques néolibérales trouve ses origines dans les thèses de Friedman¹⁴ et les économistes de la Nouvelle Economie Classique dont essentiellement Lucas (1972) et Barro (1974). En effet, Friedman (1968)¹⁵, prix Nobel en 1976 suppose que la stagflation des années soixante-dix n'est autre que la conséquence de la pratique des politiques expansives keynésiennes non efficaces. Il considère que pour chaque économie il y a un taux de chômage naturel qu'il faut accepter. Toute tentative de sa baisse par des

¹⁴ Le fondateur du monétarisme qui a représenté à la fin des années soixante une contre révolution au keynésianisme.

¹⁵ Il a fondé avec Hayech, Prix Nobel en 1974, la Société du Mont Pèlerin qui regroupe tous les économistes croyants au mode de la régulation par le marché et il a contribué à l'instauration des politiques néolibérales par Thatcher et Reagan pendant les années 80. Il a aussi publié un ouvrage qui s'intitule : « capitalisme et liberté » avec son épouse, Rose Friedman, en 1962.

politiques keynésiennes n'engendre que l'inflation et dans l'ensemble on n'aura que la stagflation¹⁶. Donc, dans ce cas, il faut accorder la priorité à la maîtrise de l'inflation.

« Nous sommes tous devenus keynésiens mais personne ne l'est plus. »¹⁷.

De même, le monétarisme recommande la hausse des taux d'intérêt pour maîtriser la création de la masse monétaire. Une recommandation qui a deux conséquences. Une première qui consiste à basculer le rapport des forces vers le capital et contribue à la détérioration des conditions sociales des ménages. Une deuxième qui accélère la mobilité des capitaux vers les Etats-Unis et qui contribue au développement du capitalisme financier qui est tombé en crise en 2008.

Pour les nouveaux classiques, qui sont plus radicaux que les monétaristes, toute intervention publique en vue de relancer l'activité économique par la monnaie (Lucas, 1972) ou le budget (Barro, 1974) est inefficace à cause de la rationalité des anticipations des agents économiques.

La crise des années soixante-dix a été donc interprétée comme une crise du fordisme qui a atteint ses limites et une crise du taylorisme en tant que système technologique. Il s'agit d'une remise en cause d'un mode de régulation basé sur l'intervention de l'Etat (Elie, 1983). Le dépassement relatif de cette crise a été réalisé par le développement du néolibéralisme comme un nouveau mode de régulation pour rétablir les profits, sans penser à une alternative au capitalisme. Il s'agit d'une victoire totale à cette époque des néo-libéraux (Soulage, 2008). Ce mode de régulation a donné naissance au consensus de Washington et aux politiques d'ajustement structurel dans les pays en développement au cours des années 80 (Uzunidis ; Yacoub, 2008). En effet, Friedman qui a fondé cette approche théorique était conseillé des présidents Nixon en 1968 et Reagan en 1980 et de quelques organismes officiels comme le Board of Governors of the Federal Reserve System.

2 La crise économique actuelle : s'agit-il d'une crise d'un mode de régulation ou d'une crise du système entier?

La question que se posent actuellement les économistes, est de savoir si la crise financière, transformée en crise économique, a les mêmes caractéristiques que les précédentes ? Autrement dit, a-t-elle la même ampleur, les mêmes origines, les mêmes manifestations et les mêmes répercussions sur l'évolution future du capitalisme en tant que

¹⁶ Mebtoul (2009) a montré comment les politiques keynésiennes ont beaucoup contribué à l'apparition de la stagflation des années soixante-dix et le retour du libéralisme au cours des années quatre-vingt.

¹⁷ Friedman (1968).

système économique et social ? S'agit-il d'une simple crise d'un mode de régulation (le libéralisme) ou bien d'une crise du système dans sa totalité?

Pour répondre à cet ensemble de questions, nous allons commencer par le traitement des origines et des manifestations de la crise actuelle pour la comparer avec les précédentes qui ont traversé le capitalisme pendant le dernier siècle. Dans un deuxième stade, nous allons exposer les différentes explications théoriques de cette crise qui sont fournies par les économistes. La crise actuelle et ses explications ont des retombées déterminantes sur l'avenir du capitalisme.

2.1 La crise économique actuelle : origines et manifestations

2.1.1 Origines

La première origine de cette crise est la forte financiarisation du capitalisme. Autrement dit, le développement plus rapide de la sphère financière par rapport à la sphère réelle. Un développement qui s'explique par la recherche des profits dans la première sphère en l'absence de mécanismes de régulation et de saturation de la deuxième sphère. En effet, en 2007, aux Etats-Unis, les profits réalisés dans la finance ont représenté 40% de l'ensemble des profits des entreprises, alors que la valeur ajoutée de cette industrie financière ne représente que 10% de la valeur ajoutée des entreprises (Dervis, 2009). Cette crise systémique déclenchée en août 2007, et exacerbée en 2008 sous la forme d'une spirale négative qui a fait vaciller les marchés financiers et toucher par conséquent l'économie réelle pour la faire entrer dans un état de léthargie, est sujet d'analyses et d'explications diverses qui traitent les causes apparentes et les causes plus profondes de cette phase du cycle économique. Les explications diverses ne sont pas contradictoires mais plutôt complémentaires dans la mesure où elles soulèvent les causes conjoncturelles et les causes structurelles profondes de la crise.

Commençons par les causes directes, pour devenir propriétaires de leurs maisons, les ménages américains ont contractés des crédits immobiliers hypothécaires à taux variables. Avec la hausse tendancielle des taux d'intérêt, la plupart des débiteurs se sont trouvés en difficulté de paiement de leurs engagements financiers et ont été obligés à faire recours à la vente de leurs actifs. Ce dernier comportement a induit une baisse des prix des actifs et a compliqué la situation de leurs propriétaires. Le défaut de remboursement de la dette par les ménages a provoqué des difficultés pour les banques. Ces dernières ont appliqué désormais des restrictions du crédit par le coût et par le volume, et ceci a fait plonger l'économie dans un état d'illiquidité qui l'a fait entrer dans une phase de récession.

Arrivons aux causes profondes, pendant les périodes de prospérité (les trente glorieuses et la période 1985-2000), l'économie se financiarise rapidement. Le développement des instruments et des produits financiers (les fonds de spéculation, la titrisation...), plus rapidement que le développement du cadre réglementaire et institutionnel, a induit une fragilisation institutionnelle qui a conduit les institutions financières à adopter des comportements risqués et a mené l'économie vers des formes de financement moins solides (propagation de crédits "non prime " et de leur titrisation).

D'un autre côté, et selon Minsky (1982), depuis les années 70, le développement du capitalisme est accompagné d'une déflation salariale (répartition inégalitaire de la richesse). Cette dernière a remis en question la solvabilité des ménages trop endettés. « L'ampleur de la crise de subprime est alors expliquée par le retard pris dans l'encadrement des produits dérivés de plus en plus sophistiqués mais aussi des hedge funds usant et abusant d'effet de levier potentiellement dangereux pour la stabilité financière »¹⁸. Avant même l'apparition de la crise, Giudicelli (2006) a montré comment le développement de la production en régime capitaliste n'est pas conditionné par la satisfaction des besoins humains. Il affirme que la remontée des taux de profit depuis 1982 combine une augmentation du taux d'exploitation avec une baisse de la composition organique du travail. Le tournant néolibéral des années 80 constitue une attaque frontale contre les salariés. Cette attaque a rendu ces derniers surendettés. Ainsi, les causes conjoncturelles de cette crise ne sont que la phase ultime d'un processus plus profond guidé par les origines structurelles de la crise.

2.1.2 Manifestations

Les manifestations de la crise actuelle sont très semblables aux celles de la crise des années 30. En effet, on trouve essentiellement le chômage, la chute de la demande privée de consommation et d'investissement, la baisse des prix des matières premières avec de grandes fluctuations et la faillite de plusieurs banques et par conséquent le sauvetage de quelques unes et la nationalisation d'autres.

Concernant le chômage, le BIT estime que le chômage au niveau global atteindra un nouveau record à la fin de 2009 de l'ordre de 290 millions de personnes. En effet, les chiffres publiés récemment montrent que les Etats-Unis ont perdu près de 533000 emplois lors du mois de novembre. La baisse la plus forte depuis 1945 dans l'histoire américaine. La France a perdu 12800 emplois au troisième trimestre de 2008. En Grande Bretagne, entre les mois de

¹⁸ Boyer (2009).

juin et d'août 2008, le nombre de chômeurs a augmenté de 164000. Au Canada, le taux de chômage a atteint un taux de 6.3% suite à la perte de 71000 emplois en novembre 2008 (Ben Hammouda ; Jallab, 2008).

Cette crise est aussi manifestée par une chute de la demande privée, de consommation des ménages et d'investissement des entreprises. Une chute qui s'explique par l'endettement des ménages, la progression du chômage, l'effet richesse négatif suite à la baisse de la bourse et la restriction des crédits. Elle est aussi caractérisée à la fois par la baisse et la volatilité du niveau des prix des matières premières. Par exemple, le prix du baril de pétrole a atteint un prix de 147 dollars en juillet 2008 dans un contexte de début d'une récession mondiale. Lorsque les experts de ce marché ont prévu une hausse à court terme vers un prix de 200 dollars, le prix a chuté à 48 dollars. Donc, il y a un grand dysfonctionnement au niveau du système de formation des prix sur les marchés des matières premières (Dervis, 2009).

A propos des manifestations qui ont caractérisé le système bancaire et celui des assurances, on trouve premièrement la perte de confiance entre les banques, la faillite de quelques banques (Lehman Brothers, Washington Mutual et Wachovia) et la faillite de l'assureur Yamato Life. Deuxièmement, on trouve le sauvetage de l'assureur AIG, de Bear Stearns et de Hypo Real Estate¹⁹. Troisièmement, il y a la nationalisation de Fannie Mae, Freddy Mac, Fortis, Bradford and Bingley, Dexia, et le système bancaire islandais (Groslambert, 2008 ; Mart nez, 2008). Concernant les interventions de l'Etat américain, Roubini affirme que « les « USA » deviennent l'« URSSA » l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques d'Amérique » (Gatinois ; Mamou, 2008).

2. 2 Quelques explications théoriques appropriées

Une lecture des travaux théoriques (articles, ouvrages, interviews, séminaires, tables rondes et autres...) publiés récemment après le déclenchement de la crise actuelle montre qu'il y a deux grandes explications théoriques qui ont dominé ces analyses. Une première de nature keynésienne avec une nouvelle dimension. Elle est pour une régulation financière internationale et une relance des activités par les Etats avec une coopération entre les pays. Une deuxième de nature marxiste, qui suppose que tout ce qui est atteint par ce système est catastrophique et irrécupérable. Elle propose le remplacement de ce système par un autre.

A côté de ces deux grandes explications on trouve une troisième de moindre d'importance²⁰,

¹⁹ Par l'Etat allemand.

²⁰ Moindre d'importance lorsqu'on se réfère aux travaux théoriques développés après le déclenchement de la crise économique actuelle.

celle de l'hypothèse d'instabilité financière de Minsky (1982).

2.2.1 Une explication keynésienne : le besoin d'une relance de l'activité par les Etats avec une coopération entre les pays et d'une régulation financière internationale

Sur le plan théorique, la majorité des économistes proposent le retour de l'Etat pour dépasser cette grande récession dont les origines se trouvent essentiellement dans la sphère financière (Centre d'Analyse Stratégique, 2008 ; Guertechin, 2009 ; Morel, 2009 ; Noyer, 2009). Donc, ils s'inspirent des analyses keynésiennes et défendent un nouveau « New Deal » de dimension internationale (Thabet, 2009). Ces économistes expliquent cette crise par la déréglementation qui a caractérisé la sphère financière au cours des dernières décennies et l'incapacité des mécanismes d'autorégulation instaurés par les néolibéraux dans la régulation de l'activité économique depuis les années 80. Donc, ils proposent la relance de l'activité économique par la politique budgétaire et la politique monétaire avec l'exigence d'une coordination internationale. Ils proposent aussi une certaine gouvernance mondiale de la sphère financière (Auriol, 2009 ; Centre d'Analyse Stratégique, 2009 ; Creel et al., 2009 ; Gatinois ; Mamou, 2008 ; Noyer, 2009).

Dans un article publié par le Monde en octobre 2008, Mamou a recueilli les propos de six économistes qui répondent à la question : « le retour de l'Etat, la solution aux dérapages du marché ? ». Aglietta affirme à l'occasion que « les mécanismes d'autorégulation des marchés ont montré leurs limites. (...). Mais les Etats vont avoir un rôle à jouer par rapport à ce que j'appelle un « effet de second tour ». (...). Les autorités monétaires sont aujourd'hui en droit d'imposer une régulation plus stricte pour éviter le retour d'un endettement excessif ». Sterdyniak souligne que « les banques ont pour fonction de permettre un financement régulier et satisfaisant de l'économie. Elles se sont détournées de cette activité essentielle pour aller chercher un surcroît de rentabilité sur les marchés financiers. (...). L'Etat a aujourd'hui les cartes en main pour restructurer le système bancaire et assurer un financement satisfaisant des entreprises et des ménages ». Pollin estime qu'« on a trop facilement admis que les marchés étaient capables de s'autoréguler. Or la crise actuelle montre la limite de cette croyance. (...). L'intervention obligée de l'Etat et des banques centrales a pour nécessaire contrepartie un retour à la régulation ». Dehove annonce qu'« en revanche, des perspectives de régulation nouvelles sont ouvertes sur les activités hors bilan des banques. Il faudra relever à nouveau les frontières qui avaient été érigées entre banques et finance de marché. On a cru longtemps que l'autorégulation pouvait normer le système. C'est faux. Les banques elles-mêmes ont cédé à la panique par un « run » qui a fermé les guichets

interbancaires. L'idée que les marchés financiers peuvent s'autoréguler est une illusion. Il est aussi urgent que l'Etat ou l'UE crée une agence chargée d'intervenir sur les marchés financiers pour les stabiliser et d'organiser la traçabilité des produits financiers qui y circulent ».

La coopération internationale au niveau des politiques de relance est justifiée par le fait que quelques pays peuvent profiter des politiques de relance des autres pays vue la grande intégration commerciale qui caractérise aujourd'hui les différents pays du monde (Dervis, 2009). Alors que la gouvernance internationale de la sphère financière est justifiée aussi par la nature même de cette crise, des interdépendances qui caractérisent le monde de la finance aujourd'hui et le rôle limité joué par les organismes internationaux. Cette gouvernance exige la réalisation de deux conditions : la coopération entre les organismes internationaux (Le FMI, le Conseil de Stabilité Financière,...) et les Etats (Banques centrales et trésors publics) (Noyer, 2009), et l'amélioration du rôle des organismes internationaux par des réformes profondes.

L'exigence d'une régulation de la sphère financière, la coopération internationale et la gouvernance mondiale représentent les recommandations keynésiennes des multiples réunions des pays du G20 (Cartapanis, 2009 ; Sterdyniak, 2009).

Auriol (2009) souligne qu' « un des enjeux du sommet du G20 du 2 avril à Londres sera de jeter les bases de nouvelles régulations internationales afin de garantir la stabilité du système bancaire et financier. Une reprise en main de l'économie par l'Etat pourrait ainsi survenir, après trente ans de réformes libérales. Régulation et nationalisation sont revenues au cœur de l'actualité ».

Sur le plan pratique, pour faire face à cette grande récession, la majorité des grands pays ont adopté des plans de relance de leurs activités²¹. Le gouvernement chinois a annoncé le 9 novembre 2008 son plan d'action qui est d'un montant de 455 milliards d'euros, ce qui correspond à 16% de son PIB. La France est aussi engagée dans un plan de relance de près de 26 milliards d'euros dont la grande composante concerne l'investissement (10.5 milliards d'euros). La Grande Bretagne a aussi lancé un plan sur 4 ans de 23.5 milliards d'euros. Les plans des autres pays sont 27 milliards d'euros pour l'Espagne, 32 milliards d'euros pour l'Allemagne et 5 milliards d'euros pour l'Italie. Concernant les Etats-Unis, le pays le plus touché par la crise, le nouveau président a annoncé le 24 novembre 2008 un nouveau plan de 500 à 700 milliards de dollars qui vient s'ajouter au plan de sauvetage des banques déjà lancé

²¹ Ces plans d'action sont caractérisés par le financement des dépenses de consommation et aussi des dépenses d'investissement comme les infrastructures et la recherche. Des actions conformes aux théories de la croissance endogène qui réhabilitent le rôle de l'Etat de cette manière.

et qui s'élève à 700 milliards de dollars. L'objectif de ce plan est de créer 2.5 millions d'emplois dans deux ans (Ben Hammouda ; Jallab, 2008).

Les politiques de relance sont dans le cadre du retour de l'Etat, mais avec une dimension internationale dans ses interventions. Par conséquent, il s'agit d'une remise en cause du mode de régulation spontané des marchés (l'autorégulation) et non pas la totalité du système capitaliste. Ces approches cherchent un équilibre Etat-marché.

2.2.2 Une explication marxiste : une remise en cause du système capitaliste dans sa totalité et la proposition du socialisme comme alternative

Les marxistes et les économistes de gauche d'une manière générale supposent que le système capitaliste est en pleine faillite. La régulation et les centaines de milliards d'euros et de dollars injectés dans les économies des grands pays développés ne sont pas efficaces dans le rétablissement du capitalisme et le dépassement de la crise. Pour eux, ce qui est atteint par le capitalisme est catastrophique et irrécupérable. L'origine de cette crise ne se trouve pas dans la déréglementation de la sphère financière comme le préconisent les keynésiens. Elles se trouvent dans la sphère réelle. Plus exactement, c'est la déflation salariale qui a engendrée cette crise. Alan Greenspan, l'ancien directeur de la FED (la banque centrale des Etats-Unis) déclare dans Financial Times du 16 septembre 2007, que « (...) la part des salaires dans le revenu national aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés atteint un niveau exceptionnellement bas selon des normes historiques »²². Selon ce mode de pensée, la régulation keynésienne du capitalisme n'a pas de sens. Il faut modifier le système économique entier et c'est l'occasion de valoriser le socialisme (Amin, 2009 ; Québec Solidaire, 2009).

Gueretechin (2009) défend la supériorité du socialisme au capitalisme et affirme que les vraies alternatives se trouvent dans le dépassement du capitalisme et non dans son aménagement.

Dans ce sens, la Revue "l'Humanité" a publié un article en octobre 2008 qui s'intitule « face à la crise des économistes de gauche présentent leurs solutions ». Il résume le débat du conseil national du Parti communiste en France. Nous reportons ci-dessous l'apport d'un ensemble d'auteurs qui y ont participé :

Boccara affirme que « Aller au-delà de l'alternative marché ou Etat. (...). Il est impossible de revenir sur un capitalisme de grand-papa ou de Keynes, car les transformations très profondes qui ont exacerbé le capitalisme sont irréversibles ».

Bouquin stipule « le maître mot aujourd'hui, c'est réguler. Je dirais : chiche ! Mais réguler en

²² Dans Bihr (2009).

fonction de qui, de quoi ? En fonction de l'accumulation du capital, ou selon les besoins sociaux, la sécurité sociale des salariés ? On peut aussi dire que réguler le capitalisme, c'est comme demander à un tigre de manger de la salade. La notion de régulation est à la fois un piège et peut ouvrir des perspectives sur le plan idéologique. (...). On ne peut pas formuler une critique cohérente de ce système si on ne met pas en avant le projet d'une autre société. Il faut oser dire qu'on dit aujourd'hui en Amérique latine : on veut une société de transition socialiste qui nous sorte de cette société capitaliste ».

Lordon voit de sa part que « l'hypothèse de fermer la bourse doit au moins être mise sur la table. (...). L'incapacité du système à maîtriser ses risques n'est pas accidentelle ou transitoire, c'est une incapacité essentielle, ontologique ».

Mansouri défend « que nous sommes devant une crise structurelle profonde, qui résulte d'une crise de rentabilité du capital. Pour augmenter cette rentabilité, les entreprises accentuent la pression sur le monde du travail. Partout dans le monde, la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué. (...). Pour en sortir, il y a besoin de nouvelles régulations pour une stratégie de développement économique et social. Il ne s'agit pas de refonder le capitalisme, comme dit Nicolas Sarkozy, mais de créer les conditions pour que l'ensemble des travailleurs, en France et dans le monde, puissent vivre décemment de leur travail ».

Lordon (2009) a parlé d'un système socialisé du crédit par le moyen d'une nationalisation à grande échelle.

Wallerstein (2008) suppose que la crise la plus récente qui rassemble à la crise actuelle est celle qui a conduit à l'effondrement du système féodal en Europe, entre le milieu du XI^e et du XVI^e siècle, et qui a donné naissance au capitalisme à sa place. Donc, il prévoit l'effondrement du capitalisme et il prépare pour le socialisme.

A la lumière de ces idées, les auteurs d'inspiration marxistes sont pour la remise en cause du système capitaliste. C'est l'occasion, pour eux de développer de nouveau la pensée socialiste.

2.2.3 Une explication par l'hypothèse d'instabilité financière de Minsky (1982)

Malgré l'unanimité sur l'envergure de la crise, les explications sont diverses. La compréhension de ses causes éclaire les politiques de régulation pour la contenir. L'interprétation keynésienne met l'accent sur la faille des politiques prudentielles du système bancaire comme cause directe de la crise et sur la technique de titrisation comme facteur de propagation de cette crise de l'économie américaine à l'économie mondiale. Comme l'a signalé Diop (2009), outre cette explication explicite qui se limite aux causes conjoncturelles

de la crise (les prêts "non prime" et la titrisation), l'adoption de l'"hypothèse d'instabilité financière du capitalisme", formulée par Minsky (1982), évoque les causes structurelles plus profondes qui permettent de comprendre cette crise systémique, à savoir la déflation salariale et la fragilisation institutionnelle inhérentes à l'évolution du système capitaliste. Selon cet auteur, l'instabilité financière est derrière les grandes crises économiques. Les étapes de la crise s'apparentent au cycle d'affaires de Minsky et son apport principal à sa compréhension réside dans le caractère endogène de l'instabilité financière.

Selon l'analyse de Minsky, cette crise peut être comprise comme une étape inévitable du développement du système capitaliste. Dans la phase d'après guerre, le capitalisme est entré dans une étape que Minsky appelle " Money manager capitalism" et où l'économie est dominée par les administrateurs d'argent. Le développement rapide de la sphère financière dans un cadre de prospérité (la phase ascendante du cycle d'affaires que conçoit Minsky) était à l'origine d'une baisse de l'aversion au risque et a induit une fragilisation institutionnelle qui était à l'origine d'une fragilité financière. L'émergence de formes de financement de moins en moins solides a instauré une structure d'endettement instable. Dans cette phase du cycle, un dysfonctionnement de la sphère financière (qui fonctionnait à un rythme infernal) transforme la fragilité financière en crise. Derrière la cause apparemment financière de la crise, Minsky traduit plus profondément le problème à un problème de répartition : la demande gonflée des ménages surendettés, dopée par le crédit facile, d'une part, et la déflation salariale d'autre part, constituent la cause endogène de l'instabilité du système capitaliste. "Le point crucial ici, c'est que pour Minsky, les raisons pour lesquelles un choc peut entraîner une crise sont endogènes"²³.

L'instabilité financière structurelle du système capitaliste ne condamne pas ce dernier à une faillite inévitable, mais confirme selon Minsky, le rôle primordial que peuvent jouer les autorités monétaires (The Big Bank) et l'Etat (The Big Government) qui peuvent redémarrer le système sur de nouvelles bases. Cette explication, converge plus avec l'explication keynésienne dans la mesure où elle accorde une grande importance aux origines financières pour l'explication de la crise et ne remet pas en cause le système capitaliste.

Pendant plus d'un siècle, les faits ont interpellé la théorie économique plusieurs fois (Lô Gueye, 2009). Quelque chose qui explique comment l'histoire de la science économique a été orientée par des controverses sur les relations entre l'Etat et le marché (Desrosieres, 2000).

²³ Arestis ; Glickman (2002).

Conclusion

Une analyse théorique des crises économiques qui ont traversé le capitalisme depuis le début du vingtième siècle, montre que la régulation de ce système économique et social a évolué en fonction du cycle économique. En effet, la crise des années trente, caractérisée par un grand chômage et une déflation a remis en cause le mode de régulation basé sur les mécanismes spontanés du marché. L'interprétation théorique qui a dominé les débats à cette époque et qui a donné naissance à un autre mode de régulation basé sur l'Etat providence et ses politiques de relance pour sortir de cette crise est keynésienne. La crise des années soixante-dix, concrétisée par la stagflation a remis en cause la régulation par la main visible de l'Etat. Une remise en cause qui a permis au libéralisme de renaître de ses cendres. Au contraire de ces deux premières crises, la crise économique actuelle caractérisée par le chômage et la baisse du prix des matières premières a donné naissance à plusieurs interprétations. Une première de nature keynésienne qui insiste sur la déréglementation de la sphère financière comme cause principale et exige des politiques de relance avec une coopération entre les pays et une réglementation internationale de la sphère financière (une gouvernance mondiale). Une deuxième de nature marxiste qui insiste sur les origines réelles de la crise dont essentiellement la déflation salariale et propose le rejet du capitalisme en tant qu'un système économique et social pour proposer le socialisme comme alternative. Une dernière relative à Minsky qui suppose que l'instabilité financière est la principale source de cette crise et propose d'autres solutions pour que le système capitaliste redémarre et dépasse ses difficultés.

La régulation des crises économiques du capitalisme, et la fluorescence du système qui a inspiré les politiques économiques libérales, ont évolué en fonction de la conjoncture. Cette évolution a contribué à l'évolution de la science économique qui guide souvent la construction des systèmes sociaux.

Bibliographie

- Aglietta M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy.
- Amin S. (2009), « Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise », *Journées du Développement du GRES*.
- Arestis P., Glickman M. (2002), « Financial crisis in Southeast Asia: dispelling illusion the Minskian way », *Cambridge Journal of Economics*, 26, 2, ABI/INFORM Global, pp. 237-260.
- Auriol E. (2009), « Attention à ne pas se tromper de régulation », *Le Monde Economique*, la

chronique de la semaine, 17 mars.

Barro R. (1974), « Are Government Bonds Net Wealth? », *Journal of Political Economy*, vol. 82 (6), pp. 1095-118.

Ben Hammouda H., Jallab. M. S. (2008), « La grande dépression de 1929 est-elle de retour ? », *Recherches Internationales*, n° 84, octobre-décembre, pp. 61-86.

Bihr A. (2009), « La phase actuelle de la crise structurelle du capitalisme : enjeux et perspectives », *Intervention lors de la Conférence l'autre Davos*, Zurich.

Boyer R. (2009), « Feu le régime d'accumulation tiré par la finance : La crise des subprimes en perspective historique », *Revue de la Régulation*, n° 5, dossier : crise du capitalisme financier.

Cartapanis A. (2009), « La crise financière, ses causes, son déroulement, ses conséquences. Quelles leçons ? Sous l'égide du G20 : vers une nouvelle architecture de la finance mondiale ? », *Journée d'étude de l'OFCE*, Paris.

Centre d'analyse stratégique (2008), « Mondialisation et crises financières », Dossier n° .10.

Centre d'analyse stratégique (2009), « Quatre lectures de la crise actuelle », Paris.

Cohen D. (2009), « Crise : le procès d'une perversion du capitalisme », *Le Monde.Fr*, un interview.

Creel J., Mathieu C., Sterdyniak H. (2009), « Le capitalisme financier international en crise », *OFCE*.

De Vroey M., Malgrange P. (2007), « Théorie et modélisation macro-économiques, d'hier à aujourd'hui », *Revue Française d'Economie*, volume XXI.

Dervis K. (2009), « La crise mondiale : enjeux et réformes », *Politique Etrangère*, 1.

Desrosieres A. (2000), « L'Etat, le marché et les statistiques, Cinq façons d'agir sur l'économie », *Courrier des statistiques*, n°95-96.

Dévoluy M. (1998), *Théories Macroéconomiques, Fondements et Controverses*, Armand Colin.

Diop S. (2009), « La crise du crédit à risque américain : une interprétation par l'Hypothèse d'Instabilité Financière de Minsky », *Revue de la Régulation*, n° 5, dossier : crise du capitalisme financier.

Elie B. (1983), « Crise de l'Etat ou crise du capitalisme », *Politique*, n°3, pp. 117-127.

Friedman M. (1968), *Inflation et systèmes monétaires*, édition revue et augmentée, CALMANN-LEVY

Gatinois C., Mamou Y. (2008), « Est-ce la fin du capitalisme financier de type anglo-saxon ? Six économistes répondent », *Le Monde*, 30 septembre 2008.

- Georgiou C. (2008), « L'Etat capitaliste à l'ère du néolibéralisme », *Que Faire*, n°9, Août/Octobre.
- Gill L. (2008), « A l'origine des crises : surproduction ou sous-consommation ? », *Carré rouge*, n° 8, décembre.
- Giudicelli V. (2006), « Une crise économique profonde », *Que faire*, n°2, novembre 2005/janvier 2006.
- Gouverneur J. (1999), « Quelles politiques économiques contre la crise et le chômage ? », *document de travail* n° 3, Université catholique de Louvain.
- Groslambert B. (2008), « Crise économique, analyse et perspectives », *Ceram Business School*, 14 octobre.
- Guertechin T. L. (2009), « De la crise financière à la récession économique », *Document d'analyse et de réflexion*, Centre Avec, Bruxelles
- Harman C. (2009), « La crise dans les années 30 et aujourd'hui », *International Socialism*, n°.121, janvier.
- Harribey J-M. (2008), « La crise du capitalisme financier », *Sud-Ouest*, 11 février.
- Institut de l'Entreprise (2009), « Après la crise: renouer avec les fondamentaux de l'économie de marché », *Les notes de l'Institut*, avril.
- Keynes J. M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Editions Payot, 1969, Mac Milan et C°.
- Lô Gueye A. (2009), « Keynésianisme, monétarisme et nouvelle macro-économie classique », *Critique Economique*, dixième année, Hiver, pp. 135-153.
- Lordon F. (2009), « Après la crise financière : « réguler » ou refondre? Les insuffisances des stratégies prudentielles », *Revue de la Régulation*, n° 5, dossier : crise du capitalisme financier.
- Lucas R. (1972), « Expectations and the Neutrality of Money », *Journal of Economic Theory*, 4.
- Malthus R. (1820), *Principes de l'économie politique*, édition Calmann Lévy 1969.
- Mamou Y. (2008), « Le retour de l'Etat, la solution aux dérapages du marché ? Six économistes répondent », *Le Monde*, 18-10-2008.
- Martinez O. (2008), « La longue marche de la crise économique capitaliste », *Le Bolivarien*, n° 7, décembre.
- Marx K. (1867), *Le Capital*, Editions Sociales, Paris.
- Maurin L. (2009), « Face à la crise, partager devient nécessaire », *Le Monde*, 15 avril 2009.
- Maury F. (2003), « La crise du capitalisme : défi pour une autre construction mondiale »,

Economie et Politique, 582-583, Janvier-Février.

Mebtoul A. (2009), « Crise économique mondiale : repenser tout le système mondial », *ALGERIE-FOCUS.COM*

Minsky H. P. (1982) « The financial instability hypothesis: capitalist processes and the behaviour of the economy » in kindleberger C.P & Laffargue J.P. (dir), *Financial Crises: theory, history and policy*, Cambridge University Press, p.13-39

Morel S. (2009), « La crise économique : quelle responsabilité pour les économistes ? », *ECONOMIEAUTREMENT.org*, avril.

Noyer C. (2009), « Crise économique et financière : les perspectives d'après G20 », *Intervention du gouverneur de la Banque de France*, Hong Kong, le 11 juin 2009.

Québec Solidaire (2009), « Pour sortir de la crise : dépasser le capitalisme ? », *Manifeste de Québec Solidaire*, mai.

Ricardo D. (1817), *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Flammarion 1977. Série « Croissance à long terme ».

Sapir J. (2008), « Une décennie prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la Régulation*, n° 3.

Sapir J. (2009), « Quelle ampleur et quelle durée pour la crise actuelle ? », *Revue du Mauss Permanente*.

Smith A. (1776), *La richesse des nations*, Traduction de Germain, Edition Diatkine, 1991.

Soulage B. (2008), « Aller aux origines de la crise ...pour refonder », note n° 10, *Fondation Jean-Jaurès*, novembre

Sterdyniak H. (2009), « Présentation », *Revue de l'OFCE*, 110, juillet.

Terninch P. (2009), « Le mythe de l'auto-régulation des marchés et la crise actuelle ... », *WordPress*, 21 Janvier.

Thabet S. (2009), « A la recherche du capitalisme raisonnable. Keynes sur la route de Madison », *Critique Economique*, dixième année, Hiver, pp. 113-134.

Toussaint E. (2009), « De Keynes aux dogmes néolibéraux », *Cahiers émancipations, Solidarités*, n° 150.

Uzunidis D., Yacoub L. (2008), « Le développement dans la mondialisation : une crise de la gouvernance mondiale et retour de l'Etat », *Recherches internationales*, n°84, octobre-décembre, pp.105-131.

Wallerstein (2008), « Le capitalisme touche à sa fin », *Le Monde*, le 11 / 10 / 2004.

Zerbato M. (1987), *Keynésianisme et sortie de crise*, 12 économistes dirigés par Michel Zerbato, Dunod, Paris.